

ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

La situation conjoncturelle au 2^e trimestre 2026



Taux de chômage

7,9 %
AU T1 2026

Sommaire

- 1 Situation de l'emploi salarié et de l'emploi intérimaire **P 2**
- 2 Situation de la demande d'emploi **P 3**
- 3 Entrées et sorties de France Travail **P 4**
- 4 Bénéficiaire du RSA **P 5**
- 5 Offres d'emploi et tensions sur le marché **P 6**
- 6 Taux de chômage / Entrées en formation **P 8**
- 7 Recrutements et DPAE **P 9**
- 8 Démographie des entreprises **P 10**
- 9 Conjoncture nationale **P 11**
- 10 Projections macroéconomiques **P 12**
- 11 Annexe / Glossaire **P 13**

L'ESSENTIEL

Au premier trimestre 2026*, l'emploi salarié est en légère augmentation en Île-de-France (+0,1 %), et stable au niveau national. Sur un an, l'emploi salarié est en légère hausse en Île-de-France (+0,1 %) et en légère baisse au niveau national (-0,2 %). Dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié est stable sur le trimestre. Dans le tertiaire non marchand, il augmente de 0,2 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A atteint 683 430 en Île-de-France au deuxième trimestre 2026, en hausse trimestrielle (+1,5 %) et annuelle (+5,5 %). En France métropolitaine, l'évolution est également en hausse sur le trimestre (+1,3 %) et sur un an (+3,2 %).

Le volume de bénéficiaires du RSA inscrit à France Travail a beaucoup augmenté avec la mise en place de la « Loi Plein Emploi » en 2025. A fin mars 2026, les trois quarts des bénéficiaires du RSA sont inscrits à France Travail. Au deuxième trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en catégorie A augmente de 2,4 % sur le trimestre.

Au deuxième trimestre 2026, 362 760 offres d'emploi ont été diffusées en Île-de-France par France Travail et ses partenaires. Cela représente une baisse sur le trimestre (-6,3 %) et une diminution de 17,0 % sur un an. Au niveau national le volume d'offres diffusées diminue de 11,4 % sur un an. Le domaine avec le plus d'offres confiées à France Travail sur le quatrième trimestre reste « Aide à la vie quotidienne » qui connaît malgré tout une baisse de 12,2 % sur un an, après une baisse annuelle de 16,1 % au trimestre précédent. Globalement, 80 % des offres en Île-de-France concernent des contrats durables, contre 63 % au niveau national.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) sont indisponibles pour le premier trimestre 2026 (voir avertissement p.9). Les DPAE de plus d'un mois, hors intérim, étaient en baisse au troisième trimestre 2025 (-1,2 % après +0,5 % au trimestre précédent). Au niveau national, elles étaient également en baisse (-0,8 % sur le trimestre).

Les créations d'entreprises progressent en Île-de-France à fin mars 2026 (+3,2 % du cumul 12 mois sur un trimestre), et au niveau national (+3,4 %). Les secteurs du Commerce et de l'Industrie manufacturière sont les plus dynamiques. Parallèlement, les défaillances d'entreprises augmentent à fin mars 2026 sur un trimestre (+2,6 % du cumul sur douze mois en Île-de-France et +2,4 % au niveau national). Elles concernent pour un cinquième le secteur de la Construction.

* Certaines données ne sont disponibles qu'au premier trimestre 2026.

Service Statistiques, Études et Évaluation

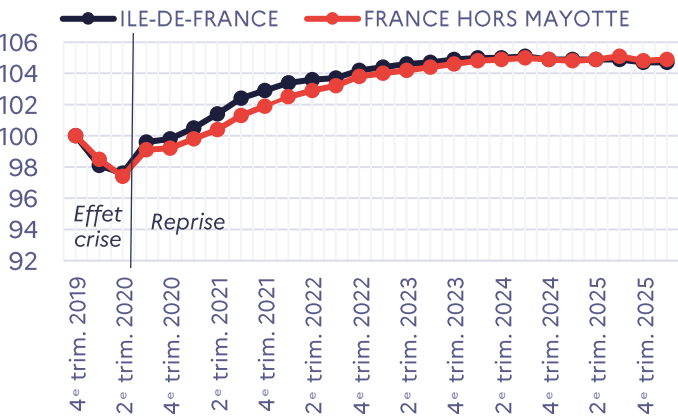
L'EMPLOI SALARIÉ RESTE QUASI-STABLE EN ÎLE-DE-FRANCE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Au premier trimestre 2026, l'emploi salarié en Île-de-France reste quasi-stable avec 6 347 900 emplois. Il augmente de 0,1 % sur le trimestre (soit 3 600 emplois en plus), après -0,2 % au trimestre précédent (-12 500 emplois). Au niveau national (hors Mayotte), l'emploi salarié est stable après une légère baisse (-0,1 %) au trimestre précédent. Sur un an, il en légère augmentation en Île-de-France (+0,1 %) et en diminution au niveau national (-0,2 %).

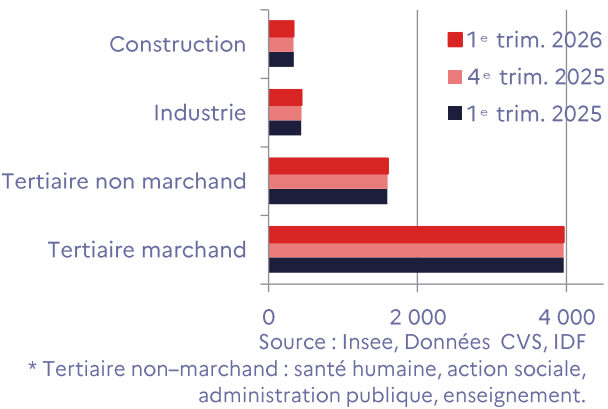
Dans la construction, l'emploi salarié baisse fortement (-0,6 % sur un trimestre) après une baisse de 0,2 % au trimestre précédent. Dans l'agriculture, il diminue de 0,2 % après une hausse de 2,7 % au trimestre précédent. Dans le tertiaire marchand il reste stable, après une baisse de 0,1 %. Dans le secteur tertiaire non marchand, il augmente de 0,2 % sur un trimestre, après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Dans l'industrie, il augmente de 0,3 % après une baisse de 0,1 % le trimestre précédent.

Selon les départements, les évolutions sont hétérogènes. L'emploi salarié diminue sur le trimestre en Seine-Saint-Denis (-0,2 % après +0,2 % au trimestre précédent), en Seine-et-Marne (-0,1 % après +0,1 %), dans les Hauts-de-Seine (-0,1 % après -0,3 %). Dans le Val-de-Marne, il reste stable après -0,3 % au trimestre précédent. Enfin, il augmente dans les Yvelines (+0,1 % après -0,4 %), dans le Val-d'Oise (+0,1 % après -0,1 %), à Paris (+0,2 % après -0,4 %) et en Essonne (+0,3 % après une stabilité au trimestre précédent).

GRAPHIQUE 1
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ



GRAPHIQUE 2
RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS)



LE NOMBRE D'INTÉRIMAIRES SE STABILISE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Au premier trimestre 2026, 113 936 personnes occupent un emploi intérimaire en Île-de-France. Cela représente une légère hausse de 0,1 % sur le trimestre (soit +86 intérimaires), après une baisse de 1,3 % au trimestre précédent (soit -1 459 intérimaires au quatrième trimestre 2025). Sur un an, l'emploi intérimaire recule de 3,7 % et reste très en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire (-14,3 % par rapport au dernier trimestre 2019). Au niveau national, le nombre d'intérimaires est en baisse de 0,4 % sur le trimestre et de 0,5 % sur un an.

Ce trimestre, l'emploi intérimaire se replie fortement dans la construction (-4,7 % après -3,5 % au trimestre précédent). Dans l'industrie, il poursuit sa reprise avec une hausse de 1,4 % (-0,6 % au trimestre précédent). Dans le tertiaire, l'emploi intérimaire reste assez stable (+0,2 %) ce trimestre (après une légère baisse de 0,6 % au trimestre précédent).

TABLEAU 1 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES PAR SECTEUR

Île-de-France	Évolution trimestrielle (en %)		Evolution annuelle (en %)	Évolution par rapport au T4 2019 (en %)
	2025T4	2026T1	2026T1	2026T1
Ensemble des secteurs	-1,3	0,1	-3,7	-14,3
Industrie	-0,6	0,2	-2,9	-19,2
Construction	-3,5	-4,7	-7,9	-22,9
Tertiaire	-0,7	1,4	-2,8	-10,4

Source : DARES, France Travail, Données CVS, IDF

SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne à 683 430 au deuxième trimestre 2026. Ce nombre augmente de 1,5 % sur un trimestre et de 5,5 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre augmente de 0,8 % ce trimestre et de 3,1 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 1 089 960 au deuxième trimestre 2026. Ce nombre est en hausse de 1,6 % sur un trimestre et de 5,1 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre augmente de 1,3 % ce trimestre et de 3,2 % sur un an.

Suite à l'entrée en vigueur de la Loi pour le Plein Emploi, l'évolution annuelle de la demande d'emploi continue d'être affectée à la hausse par la réorientation des publics en attente d'orientation vers les autres catégories.

TABLEAU 2 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATEGORIE

	2e trim. 2026		Évolution (en %) sur	
	Effectif	Part	un trimestre	un an
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (cat. A, B, C)	1 089 960	91%	+1,6	+5,1
Cat. A : sans emploi	683 430	57%	+1,5	+5,5
Cat. B : en activité réduite courte	160 960	13%	+2,1	+6,0
Cat. C : en activité réduite longue	245 570	20%	+1,6	+3,7
Ensemble des inscrits non tenus de rechercher un emploi (cat. D, E)	109 060	9%	-0,7	-1,7
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	56 980	5%	-2,2	-2,9
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	52 080	4%	+1,0	-0,4
Ensemble des inscrits en catégories A, B, C, D, E	1 199 020	100%	+1,4	+4,5

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

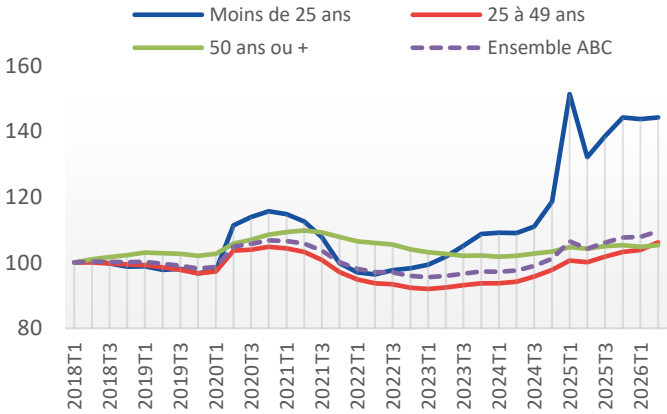
LÉGÈRE HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS

Au deuxième trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C en Île-de-France est en légère hausse de 0,3 % pour les moins de 25 ans (+9,1 % sur un an), en hausse de 2,3 % pour les 25 à 49 ans (+6,1 % sur un an) et en hausse de 0,5 % pour les 50 ans ou plus (+1,0 % sur un an).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C depuis un an ou plus augmente de 2,5 % (+11,6 % sur un an). Celui des inscrits depuis moins d'un an augmente légèrement de 0,8 % sur le trimestre (+0,3 % sur un an).

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est en hausse de 1,7 % ce trimestre pour les hommes (+5,5 % sur un an) et en hausse de 1,5 % pour les femmes (+4,7 % sur un an).

GRAPHIQUE 3
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC)



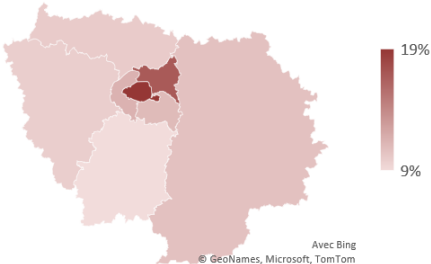
Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

AU MOINS UN DEMANDEUR D'EMPLOI SUR TROIS RÉSIDE À PARIS OU EN SEINE-SAINT-DENIS

En Île-de-France, les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sont plus nombreux à Paris (19 %) et en Seine-Saint-Denis (17 %). Les autres départements représentent chacun de 9 à 12 % des demandeurs d'emploi franciliens.

Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +0,8 % dans les Hauts-de-Seine et +2,2 % dans le Val-de-Marne. Sur un an, elles se situent entre +3,0 % à Paris et +8,2 % dans le Val-de-Marne.

CARTE 1
LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC) PAR DÉPARTEMENT



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, affecte certaines données, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

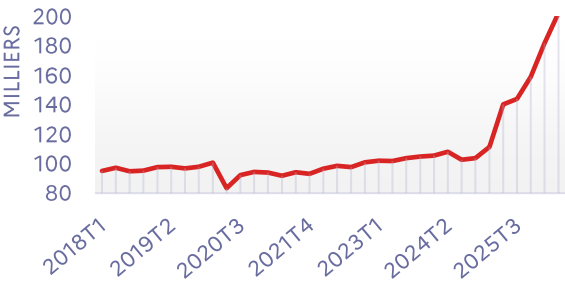
Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent à interpréter avec précaution. En particulier, les sorties pour « défaut d'actualisation » et les entrées pour « autres motifs » sont nettement rehaussées. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

HAUSSE DES ENTRÉES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au premier trimestre 2026 augmente de 11,3 % par rapport au trimestre précédent (+44,4 % sur un an).

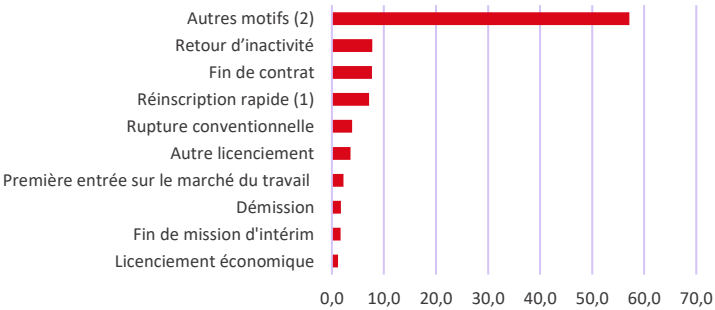
Les entrées pour licenciement économique (+2,6 %), retour d'activité (+1,6 %), motif indéterminé (+1,6 %) et fin de mission d'intérim (+1,2 %) augmentent sur le trimestre. Les entrées pour réinscription rapide (-9,3 %), autre licenciement (-3,6 %), rupture conventionnelle (-3,4 %), fin de contrat (-2,4 %), démission (-2,2 %) et première entrée sur le marché du travail (-2,0 %) sont quant à elles en baisse.

GRAPHIQUE 4
ÉVOLUTION DES ENTRÉES DES
DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 5
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



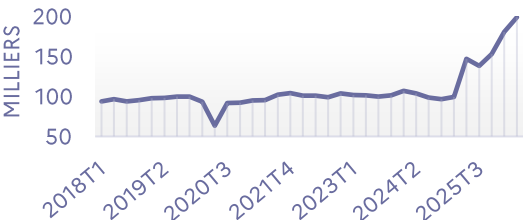
- (1) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (2) Inscription liée aux publics de la Loi Plein Emploi, fin d'activité non salariée, retour en France ou recherche d'un autre emploi.

AUGMENTATION DES SORTIES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au premier trimestre 2026 est en hausse de 10,3 % par rapport au trimestre précédent (+35,5 % sur un an).

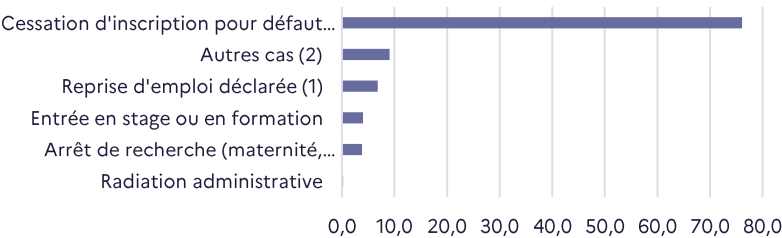
Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+16,1 %), arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite) (+5,8 %) et reprise d'emploi déclarée (+1,2 %) sont en hausse sur le trimestre. Les sorties pour radiation administrative (-47,4 %), entrée en stage ou en formation (-12,1 %) et autres cas (-8,1 %) ont quant à elle en baisse.

GRAPHIQUE 6
ÉVOLUTION DES SORTIES DES
DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 7
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



- (1) Uniquement celles connues de France Travail.
- (2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

TABLEAU 3
ENTRÉES ET SORTIES DE
CATÉGORIES A, B, C

	Nombre moyen au 2e trim. 2026	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Île-de-France			
Entrées en catégories A, B, C	202 490	+11,3	+44,4
Sorties en catégories A, B, C	199 430	+10,3	+35,5
France métropolitaine (en milliers)			
Entrées en catégories A, B, C	965 400	+14,3	+62,6
Sorties en catégories A, B, C	961 500	+14,6	+80,7

Source : France Travail-DARES, STMT, traitements DARES (données CVS).

BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

BAISSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, au deuxième trimestre 2026, le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (toutes catégories d'inscription confondues) atteint 271 730. Il est en baisse de 3,0 % sur un trimestre et de 0,5 % sur un an.

En catégorie A, 119 260 demandeurs d'emploi sont allocataires du RSA (+2,4 % sur le trimestre et +12,6 % sur l'année), soit 2 762 demandeurs d'emploi en plus par rapport au premier trimestre 2026. En catégorie A, B et C, ce sont 145 640 demandeurs d'emploi qui perçoivent le RSA (+3,4 % sur le trimestre et +14,2 % sur l'année), soit 4 731 demandeurs d'emploi supplémentaires sur le trimestre.

Plus d'un tiers des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (24,1 %, soit 65 430 personnes) sont en attente d'orientation (catégorie G). De plus, près de 53 900 bénéficiaires du RSA (contre environ 33 490 au trimestre précédent) relèvent du parcours social (catégorie F) et sont accompagnés par les départements. Ils représentent 70,3 % des inscrits en parcours social.

Les bénéficiaires du RSA représentent 19,8 % de l'ensemble des inscrits à France Travail.

TABLEAU 4
VOLUME MOYEN DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA	2ème trimestre 2026		Evolution sur	
	Effectif	Répartition en % par catégorie	un trimestre	un an
en catégorie A	119 258	43,9%	2,4%	12,6%
en catégorie B	16 651	6,1%	6,5%	24,3%
en catégorie C	9 735	3,6%	10,8%	19,0%
en catégorie D	4 053	1,5%	-15,6%	-17,3%
en catégorie E	2 701	1,0%	1,3%	8,4%
en catégorie F	53 900	19,8%	61,0%	498,6%
en catégorie G	65 434	24,1%	-33,3%	-49,4%
en catégories ABC	145 644	53,6%	3,4%	14,2%
en catégories ABCDE	152 398	56,1%	2,7%	13,0%
dans l'ensemble de la DEFM	271 733	100,0%	-3,0%	-0,5%

Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

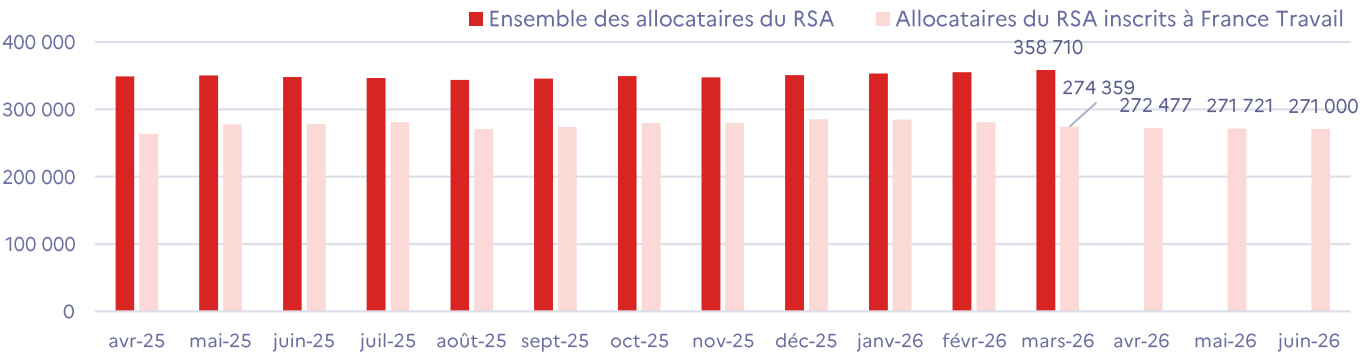
PARMI LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA, LA PART D'INSCRITS À FRANCE TRAVAIL SE MAINTIENT AUTOUR DE 80 %

En Île-de-France, le nombre total de bénéficiaires du RSA s'élève à 358 710 personnes à fin mars 2026 (+2,2 % sur un trimestre et +3,3 % sur l'année), soit environ 11 430 allocataires de plus qu'au même mois l'année précédente.

La mise en œuvre de l'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA a mécaniquement fortement augmenté leur inscription à France Travail au premier trimestre 2025. A fin mars 2026, la part des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail augmente légèrement sur un trimestre et atteint 76,5 % (81,3 % à fin décembre 2025).

Au niveau de la France entière, le volume de l'ensemble des allocataires du RSA atteint 1 884 550 à la fin du premier trimestre 2026, soit une légère augmentation sur un an (+0,2 %).

GRAPHIQUE 8
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN ÎLE-DE-FRANCE SUR UN AN



Source : DREES, données provisoires sur les quatre derniers mois ; France Travail, STMT, données brutes, IDF

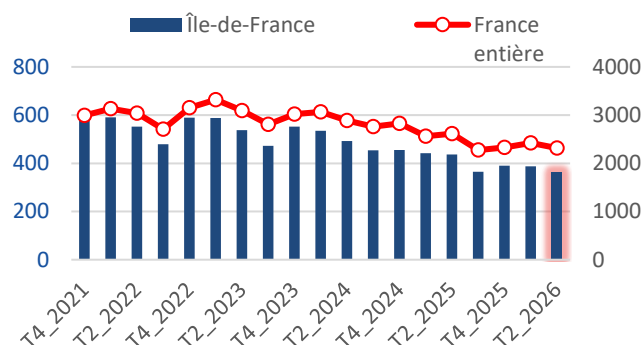
BAISSE DU NOMBRE D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES EN ÎLE-DE-FRANCE

Le nombre d'offres d'emploi diffusées en Île-de-France est en baisse (−6,3 %) au deuxième trimestre 2026 avec 362 761 offres. À l'échelle nationale, le volume d'offres diffusées diminue également (−4,5 %).

Sur un an, le volume d'offres d'emploi en Île-de-France est en baisse avec une diminution de 17,0 % (−12,2 % sur un an au trimestre précédent) contre une baisse de 11,4 % à l'échelle nationale (−5,4 % sur un an au trimestre précédent). Par rapport au quatrième trimestre 2019 (période d'avant crise sanitaire) le nombre d'offres d'emploi franciliennes est en baisse de 12,2 %, tandis qu'au niveau national, le volume d'offres diminue de 5,4 %.

Ce trimestre, parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France, 26,8 % sont confiées à France Travail (cette part est de 34,9 % au national).

GRAPHIQUE 9 ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



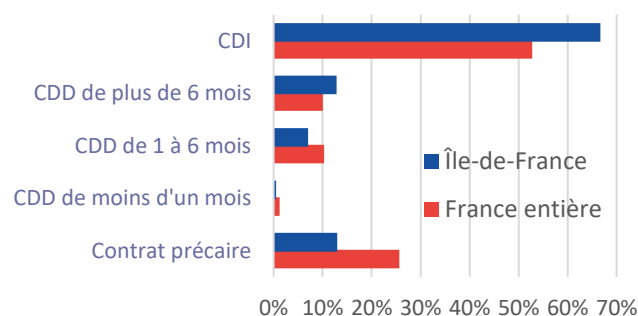
Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

UNE PLUS GRANDE PART D'OFFRES DURABLES EN ÎLE-DE-FRANCE QU'AU NIVEAU NATIONAL

Parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France ce trimestre, 80 % concernent des contrats durables, avec 67 % de CDI. À l'échelle nationale, cette proportion est de 63 %, dont 53 % de CDI.

Le volume de CDI parmi les offres d'emploi poursuit sa diminution ce trimestre avec −22,3 % sur un an en Île-de-France, contre −22,1 % au niveau national. Le nombre de CDD de plus de 6 mois continue de diminuer en Île-de-France, avec une baisse de 4,8 % sur un an contre une baisse de 5,5 % pour la France entière. Le volume de CDD de moins d'un mois continue également de diminuer (−46,3 % en Île-de-France contre −2,1 % au niveau national). Seul le nombre de contrats de 1 à 6 mois est en hausse en Île-de-France (+4,6 %) ainsi qu'au niveau national (+2,9 %).

GRAPHIQUE 10 ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

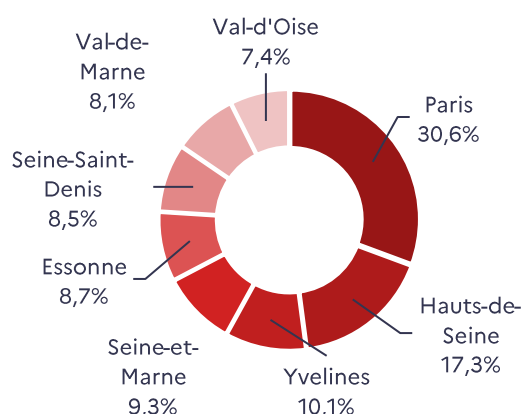
LES ÉTABLISSEMENTS PARISIENS DIFFUSENT PLUS D'UN QUART DES OFFRES D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE

Au deuxième trimestre 2026, près de la moitié des offres d'emploi diffusées en Île-de-France proviennent d'établissements situés à Paris (30,6 %) et dans les Hauts-de-Seine (17,3 %).

L'évolution des offres d'emploi sur un an montre une tendance à la baisse dans tous les départements, notamment dans les Hauts-de-Seine avec une baisse de 21,7 % et à Paris avec une baisse de 12,1 %. Elle est la plus faible en Seine-et-Marne (−8,9 %) et la plus élevée dans le Val-d'Oise (−30,1 %).

Ce trimestre, le nombre d'offres d'emploi publiées est au-dessus du niveau enregistré au quatrième trimestre 2019 pour le Val-d'Oise (+1,8 %) et pour la Seine-et-Marne (+0,2 %). Il est au contraire en-dessous pour les autres départements, notamment Paris (−46,0 %) et les Hauts-de-Seine (−34,5 %).

GRAPHIQUE 11 RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT DES OFFRES DIFFUSÉES



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes, IDF

OFFRES D'EMPLOI ET TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

LES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LES OFFRES D'EMPLOI CONFIÉES À FRANCE TRAVAIL

Au deuxième trimestre 2026, France Travail a enregistré 97 117 offres d'emploi en Île-de-France sur un total de 362 761 offres diffusées, marquant une hausse de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et une baisse de 6,6 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié de ces offres d'emploi sont réparties entre trois grands domaines de métiers : « Service à la personne et à la collectivité » (20,8 %), « Support à l'entreprise » (12,8 %) et « Commerce, Vente et Grande distribution » (12,6 %).

Par domaine professionnel, l'« Aide à la vie quotidienne » reste en tête des domaines les plus recherchés par les employeurs franciliens au deuxième trimestre 2026 avec 6 537 offres, dont 92,0 % de contrats durables. Par rapport au deuxième trimestre 2025, 908 offres d'emploi de moins ont été recensées dans ce domaine, soit une baisse de 12,2 %. Dans ce domaine, le métier avec le plus d'offres est « Employé familial / Employée familiale » et correspond à environ deux offres sur cinq du domaine.

TABLEAU 5 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES	Nombre d'offres au T2 2026	Evolution annuelle		Evolution trimestrielle
		en volume	en %	
Aide à la vie quotidienne	6 537	-908	-12,2%	-6,3%
Production culinaire	5 759	597	11,6%	15,0%
Secrétariat et assistance	4 192	-545	-11,5%	3,4%
Équipements de production, équipements collectifs	4 033	255	6,7%	-8,7%
Force de vente	3 818	-1 294	-25,3%	-4,2%
Personnel de conduite du transport routier	3 791	480	14,5%	6,0%
Magasinage, manutention des charges et déménagement	3 507	8	0,2%	8,8%
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	3 451	-419	-10,8%	11,6%
Formation initiale et continue	3 130	199	6,8%	13,2%
Sécurité privée	3 095	355	13,0%	39,3%
Second oeuvre	2 649	79	3,1%	-7,6%
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	2 547	-632	-19,9%	-9,3%
Comptabilité et gestion	2 424	-697	-22,3%	-5,1%
Grande distribution	2 387	-106	-4,3%	0,5%
Véhicules, engins, aéronefs	2 336	170	7,8%	-4,6%

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

La « Production culinaire » se place au second rang avec 5 759 offres d'emploi (dont 81,3 % d'offres durables). Le domaine observe une légère augmentation sur un an (+11,6 %, soit 597 offres en plus). Le domaine de la sécurité est de retour dans les quinze domaines avec le plus d'offres ce trimestre, à la dixième place avec 3 095 offres.

Parmi les 15 domaines professionnels avec le plus d'offres confiées à France Travail, le ratio nouvelles offres/nouveaux demandeurs est le plus élevé pour les domaines de l'« Équipements de production, équipements collectifs », et de l'« Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle ». Au global, la tension mesurée par le ratio offre et demande, est en diminution sur un an. Cette diminution de la tension, est le fruit d'un double mécanisme de diminution du nombre d'offres enregistrées ainsi que de l'augmentation de la demande d'emploi sur la quasi-totalité des domaines.

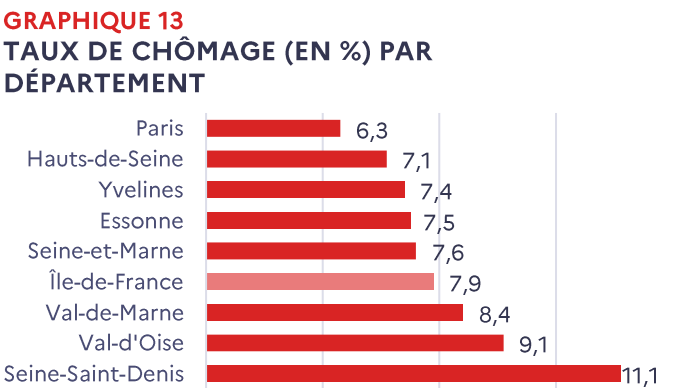
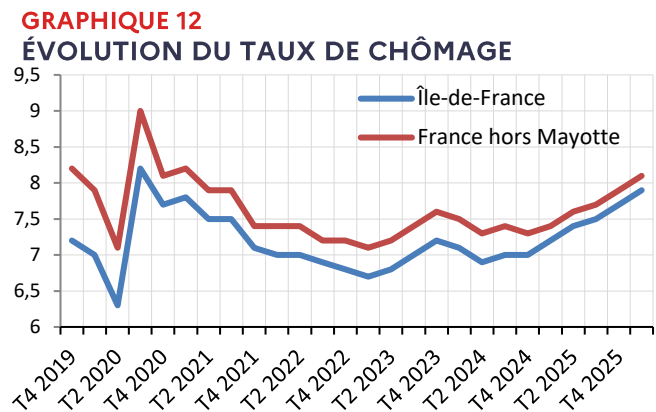
TABLEAU 6 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES (PART DES OFFRES DURABLES)	Les offres durables		Ratio de tension sur une année glissante (OEE/DEE)	
	Part	Evolution sur un an (en point)		
			juin-25	juin-26
Aide à la vie quotidienne	92,0%	-0,5	0,4	0,3
Production culinaire	81,3%	+3,7	0,3	0,3
Secrétariat et assistance	59,9%	-2,0	0,2	0,2
Équipements de production, équipements collectifs	75,6%	-1,4	1,0	0,7
Force de vente	80,5%	-0,6	0,5	0,3
Personnel de conduite du transport routier	78,2%	+1,8	0,2	0,2
Magasinage, manutention des charges et déménagement	46,6%	-4,2	0,2	0,1
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	67,7%	-6,4	0,2	0,2
Formation initiale et continue	87,2%	+24,7	0,4	0,4
Sécurité privée	73,7%	-5,3	0,7	0,3
Second oeuvre	61,8%	-4,9	0,3	0,2
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	79,3%	-7,3	1,0	0,7
Comptabilité et gestion	75,7%	-4,3	0,4	0,3
Grande distribution	81,6%	-1,5	0,2	0,1
Véhicules, engins, aéronefs	81,5%	-1,5	0,9	0,6

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

LE TAUX DE CHÔMAGE POURSUIT SA HAUSSE EN ÎLE-DE-FRANCE CE TRIMESTRE

Après une augmentation de 0,2 point de pourcentage presque chaque trimestre en 2025, le taux de chômage en Île-de-France poursuit sa hausse avec +0,2 point de pourcentage au premier trimestre 2026. Il s'établit à 7,9 % de la population active, son niveau le plus élevé depuis la crise sanitaire (troisième trimestre 2020). Il demeure inférieur au taux national (France hors Mayotte) qui augmente de 0,2 point ce trimestre et atteint 8,1 % au premier trimestre 2026.

Le taux de chômage est en hausse dans la totalité des départements franciliens. Cette hausse est plus marquée dans le Val-de-Marne (8,4 % de taux de chômage) et les Hauts-de-Seine (7,5 % de taux de chômage) avec +0,3 point de pourcentage sur le trimestre. Dans les autres départements, le taux de chômage augmente de 0,2 point et atteint 11,1 % en Seine-Saint-Denis, 9,1 % dans le Val-d'Oise, 8,4 % dans le Val-de-Marne, 7,6 % en Seine-et-Marne, 7,5 % en Essonne, 7,4 % dans les Yvelines et 6,3 % à Paris.



Source : Insee Conjoncture, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

LA FORMATION COMME MOYEN D'ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES (JANVIER-JUIN 2026)

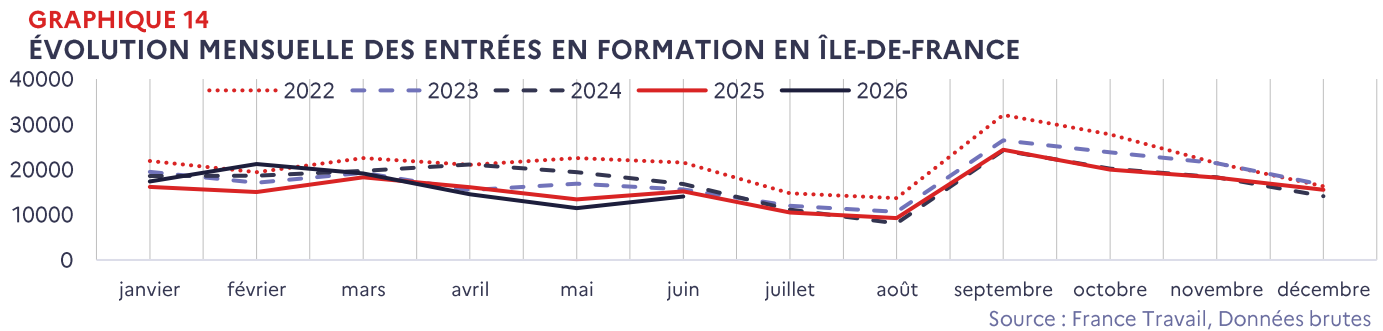
De janvier à juin 2026, le nombre cumulé d'entrées en formation en Île-de-France a augmenté de 3,9% par rapport à la même période de l'année précédente (-1,5 % au niveau national). Parmi ces demandeurs d'emploi en formation, 20,6 % sont des jeunes (cette part est de 22,6 % au niveau national), 15,1 % sont âgés de 50 ou plus (16,5 % au national) et 16,4 % sont des demandeurs d'emploi de longue durée (15,4 % au niveau national). Au total ce sont 44,6 % des entrées en formation qui concernent des publics prioritaires (50,5 % au niveau national).

Plus de la moitié des formations sont réalisées dans les champs de formation « Transport », « Développement professionnel et personnel » et « Langues » avec des parts respectives de 33,8 %, 8,4 % et 8,5 %. Dans le « Transport », 57,4 % des formations relèvent de la « Conduite Auto ». Au sein du « Développement Professionnel Et Personnel », quatre formations concentrent trois quarts des formations : le « Bilan professionnel » (26,6 %), l'« Accompagnement vers l'emploi » (24,2 %), la « Bureautique » (15,1 %) et la « Préparation VAE » (10,6 %).

TABLEAU 7
LES ENTRÉES EN FORMATION*

	De janvier à juin 2026					
	Volume	Evolution sur un an	Part entrées PIC	Part entrées DELD	Part entrées jeunes	Part entrées seniors
Île-de-France	97 758	3,9%	44,6%	16,4%	20,6%	15,1%
France entière	486 220	-1,5%	50,5%	15,4%	22,6%	16,5%

* Tous financeurs (y compris CPF autonome)



Source : France Travail, Données brutes

LA REPRISE D'EMPLOI (TAE) REPART À LA HAUSSE

Parmi les demandeurs d'emploi franciliens accompagnés par France Travail et inscrits en catégories A ou B au troisième trimestre 2025, 35,7 % ont retrouvé un emploi d'un mois ou plus dans les six mois suivants. Ce taux est en hausse de 1,3 point par rapport au deuxième trimestre 2025, après une baisse de 0,1 point au trimestre précédent. Ce taux est également en hausse de 0,6 point par rapport à l'année précédente. À l'échelle nationale, le taux de retour à l'emploi se situe à 37,8 %. Il est en hausse par rapport au trimestre précédent (+0,3 point) et en hausse sur un an (+1,3 point).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A ou B augmente de 6,2 % par rapport au trimestre précédent en Île-de-France et de 6,6 % au niveau de la France entière (données brutes). Sur un an, ce nombre est en hausse de 7,7 % au niveau de la région et de 5,8 % au niveau national (données brutes).

GRAPHIQUE 15
LES REPRISES D'EMPLOI DANS LES 6 MOIS*



*Taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B

Source : France Travail, Données brutes, IDF

SUSPENSION DE PUBLICATION DES DONNÉES DE DÉCLARATION PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) À PARTIR DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

AVERTISSEMENT (19/11/2025) : SUSPENSION DE LA MISE À JOUR DES JEUX DE DONNÉES SUR LES DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE PAR L'URSSAF

De récentes analyses menées par l'URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre. Ainsi, en l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la publication des séries de déclarations d'embauches est suspendue. En outre, il convient de considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période avril 2025-septembre 2025.

En raison de l'indisponibilité des données au deuxième trimestre 2026, les données présentées correspondent au troisième trimestre 2025 :

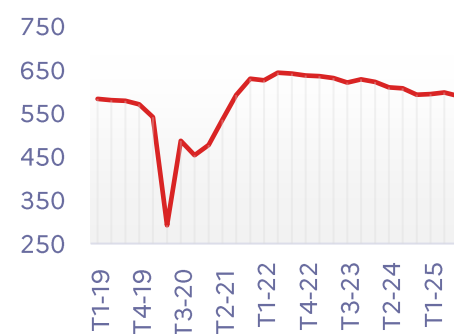
Au troisième trimestre 2025, la région Île-de-France recense 590 114 déclarations d'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim. Le nombre de DPAE de plus d'un mois est en baisse au troisième trimestre (-1,2 %, soit 7 453 DPAE en moins par rapport au trimestre précédent). Sur un an, ce nombre est en baisse de 2,9 %. À l'échelle nationale, il est également en baisse (-0,8 % sur le trimestre et -1,2 % sur l'année).

Le volume de DPAE en Île-de-France diminue sur les contrats durables (-0,6 % de CDI sur un trimestre après une hausse de 2,9 % au trimestre précédent). Les CDD de plus d'un mois connaissent une diminution de 2,4 % (après une diminution de 3,2 % le trimestre précédent). Le volume de CDD de moins d'un mois augmente (+0,9 %, après une hausse de 0,2 %). Au total, le volume de l'ensemble des déclarations d'embauche (moins d'un mois inclus, hors intérim), augmente de 0,3 % sur un trimestre, soit 6 045 déclarations en plus.

Le niveau de déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim se maintient à un niveau élevé, supérieur de 3,4 % à celui du dernier trimestre 2019, avant la crise sanitaire (+6,7 % au niveau national). L'Île-de-France maintient une part stable des embauches nationales, représentant plus d'un quart des déclarations.

Au deuxième trimestre 2025, les secteurs « Hébergement et restauration », « Activités de services administratifs et de soutien » et « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » comptabilisaient le plus de recrutements de plus d'un mois hors intérim en Île-de-France. Parmi eux, seul le secteur des « Activités de services administratifs et de soutien » affichait une hausse des DPAE sur un an (+4,7 %). Ces données n'ont pas été rendues disponibles pour le troisième trimestre 2025 à date.

GRAPHIQUE 16
ÉVOLUTION DES DPAE DE PLUS D'UN MOIS HORS INTÉRIM (EN MILLIERS)



Source : Urssaf, Données CVS, IDF

LE NOMBRE CUMULÉ DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR DOUZE MOIS PROGRESSE CE TRIMESTRE

Entre avril 2025 et mars 2026, 344 159 entreprises ont été créées en Île-de-France. Ce cumul sur douze mois est en hausse (+3,2 %) par rapport à la fin du trimestre précédent. Il augmente de 10,2 % par rapport à l'année précédente en Île-de-France et augmente de 9,3 % au niveau national.

A fin mars 2026 le nombre cumulé de créations d'entreprises sur douze mois est en hausse dans les secteurs du Commerce, transports, hébergement et restauration (+1,5 %) et de l'Industrie (+3,4 %) par rapport au cumul à fin décembre 2025. Ces augmentations sont principalement portées par les créations dans le secteur du Commerce (+3,5%) et dans le secteur de l'Industrie manufacturière (+4,6 %). Dans le secteur de la Construction, le nombre de créations augmente également (+1,7 %) ainsi que dans le secteur des Services (+4,2 %). Il est en légère baisse dans le secteur du Transport (–0,5 %).

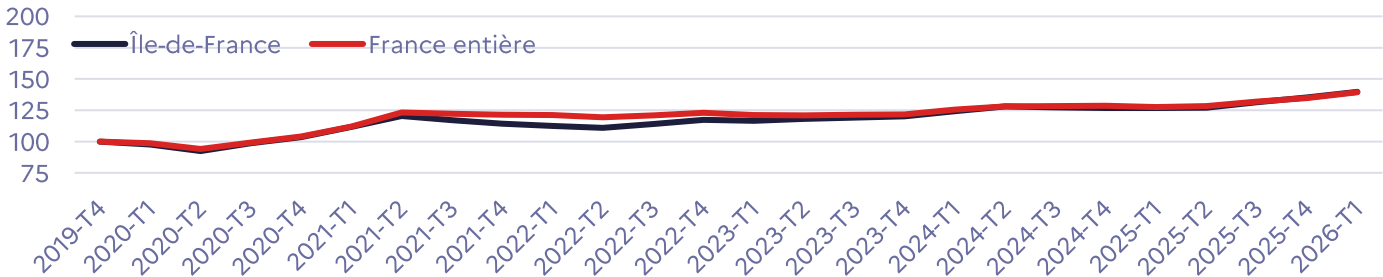
La part des entreprises individuelles, y compris micro-entreprises, dans les entreprises créées reste quasi-stable (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), à savoir 68,5 % du total des entreprises créées sur douze mois à fin mars 2026.

TABLEAU 9
NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE, Y COMPRIS MICRO-ENTREPRENEURS (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes			Variations du cumul annuel (en %)	
	2025-T1	2025-T4	2026-T1	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	312 287	333 452	344 159	+3,2	+10,2
France entière	1 103 028	1 165 795	1 205 275	+3,4	+9,3

Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements–Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

GRAPHIQUE 17
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR UN AN (INDICE BASE 100 AU 4^E TRIMESTRE 2019)



Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements–Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

À LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2026, L'AUGMENTATION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES SE STABILISE

Entre avril 2025 et mars 2026, le nombre cumulé annuel de défaillances d'entreprises sur douze mois continue d'augmenter en Île-de-France (+2,6 % sur un an), mais l'évolution se stabilise par rapport à la période précédente (+2,5 % sur un an à fin décembre 2025). Au niveau national, ce nombre augmente de 2,4 % (+3,6 % à fin décembre 2025).

Plus d'un cinquième des défaillances concerne le secteur de la construction qui repartent à la hausse ce trimestre (+3,7 % en mars 2026, après –7,5 % en décembre 2025 – évolution du cumul des 12 mois glissants sur un an). Les défaillances diminuent en revanche dans le secteur de l'Industrie (–1,3 %).

La progression des défaillances se stabilise et s'inscrit dans un contexte de fort dynamisme de créations d'entreprises à la suite de la crise sanitaire et après un fort ralentissement des défaillances pendant la période covid (2020-2021).

TABLEAU 10
NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes*			Glissement du cumul annuel (en %)	
	2025-T1	2025-T4	2026-T1	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	15 719	16 154	16 566	+2,6	+5,4
France entière	66 572	68 570	70 228	+2,4	+5,5

Source : Fiben, Banque de France ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

CONJONCTURE NATIONALE

LE PIB MARQUE REBONDIT AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026 (+0,2 % APRÈS -0,1 %)

Le produit intérieur brut (PIB) en volume rebondit au deuxième trimestre 2026 (+0,2 % après -0,1 % au premier trimestre 2026).

La demande intérieure finale (hors stocks) repart à la hausse : la consommation des ménages augmente légèrement (+0,2 % après -0,3 %), de même que la consommation des administrations publiques (+0,4 % après +0,3 %). À l'inverse, la formation brute de capital fixe diminue de nouveau (-0,3 % après -0,8 %). Au total, la demande intérieure (hors stocks) contribue à l'évolution du PIB pour +0,1 point après -0,2 point au premier trimestre 2026.

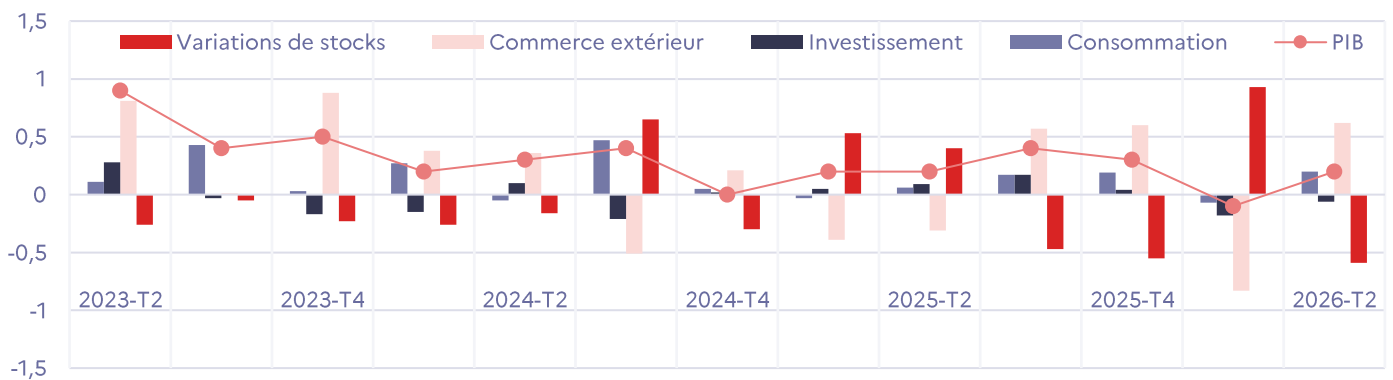
La contribution du commerce extérieur à la croissance est positive ce trimestre (+0,6 point après -0,8 point) : les exportations rebondissent franchement (+2,6 % après -3,1 %), davantage que les importations (+0,8 % après -0,7 %).

En miroir, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est négative ce trimestre : -0,6 point après +0,9 point au premier trimestre 2026.

Source : Insee, Informations rapides n°184 – Juillet 2026

GRAPHIQUE 18

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET SES COMPOSANTES



Variations trimestrielles en % pour le PIB et contributions en points des composantes

Source : Insee (CVS-CJO),

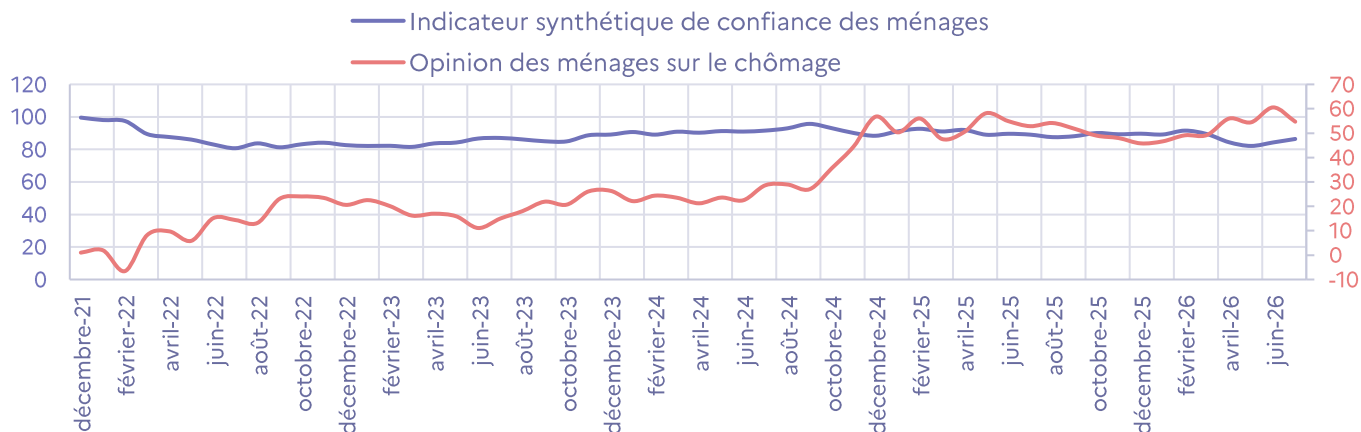
EN JUILLET 2026, LA CONFIANCE DES MÉNAGES POURSUIT SON REDRESSEMENT

En juillet 2026, la confiance des ménages poursuit son redressement. À 86, l'indicateur qui la synthétise augmente de deux points mais demeure au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025)

En juillet 2026, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage se replient nettement. Le solde correspondant reflue de six points mais demeure au-dessus de sa moyenne de longue période (33 entre janvier 1987 et décembre 2025).

GRAPHIQUE 19

OPINION DES MÉNAGES : INDICATEUR SYNTHÉTIQUE ET SOLDE D'OPINION SUR LE CHÔMAGE



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

TENDANCES RÉGIONALES – JUIN 2026

En juin, l'activité économique francilienne se redresse après un mois de mai impacté par les nombreux jours fériés. Cette amélioration demeure toutefois contrastée selon les secteurs, dans un contexte marqué par une demande encore prudente, des tensions persistantes sur certains coûts et l'impact ponctuel de la canicule sur l'activité.

Dans l'industrie, l'activité repart à la hausse, portée notamment par l'automobile, les équipements électriques et électroniques, ainsi que certains segments de la chimie et du caoutchouc-plastique. Les carnets de commandes restent cependant contrastés selon les segments et les prix des matières premières continuent de peser sur les marges, malgré des répercussions partielles sur les prix de vente. Les effectifs demeurent globalement stables, avec des difficultés de recrutement persistantes dans plusieurs métiers spécialisés.

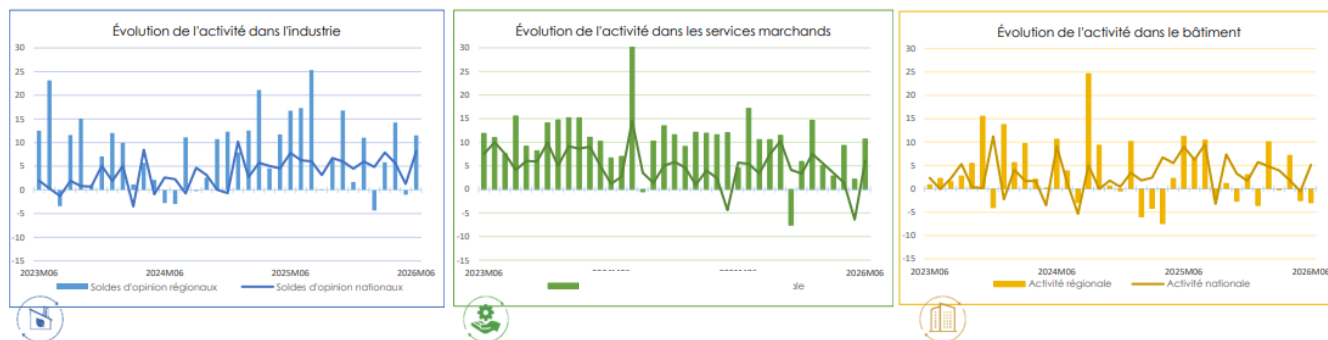
Dans les services marchands, l'activité est globalement favorable mais reste hétérogène. L'hôtellerie, les services administratifs, l'ingénierie technique et certaines activités spécialisées enregistrent un mois dynamique, tandis que la restauration, les transports routiers et les activités informatiques évoluent dans un environnement plus attentiste. Les entreprises signalent une visibilité limitée sur leurs carnets et des délais de paiement qui tendent certaines trésoreries. L'impact de la canicule a été très varié selon les activités.

Dans le bâtiment, l'activité demeure résiliente malgré les fortes chaleurs. Le gros œuvre reste bien orienté tandis que le second œuvre se stabilise, soutenu notamment par les activités liées à la climatisation. L'activité des travaux publics se stabilise, bien que les carnets de commandes s'érodent légèrement et des coûts qui demeurent élevés.

Pour le mois de juillet, les perspectives restent globalement bien orientées dans l'industrie et les services marchands, même si les entreprises demeurent prudentes face au manque de visibilité et aux incertitudes économiques. Dans le bâtiment, les anticipations restent favorables, mais les professionnels restent attentifs à l'évolution des carnets de commandes, des coûts et des conditions de financement.

Source : Banque de France, TENDANCES RÉGIONALES – Juin 2026

GRAPHIQUE 20 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ



PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES POUR LA FRANCE ÉTABLIES PAR LA BANQUE DE FRANCE – JUIN 2026

Ces projections macroéconomiques ont été réalisées dans un environnement international très incertain (poursuite du conflit au Moyen-Orient déclenché le 28 février 2026). Elles ne tiennent pas compte d'un potentiel accord entre les États-Unis et l'Iran, ni des incendies majeurs que connaît la France et le monde depuis début juillet. Le scénario de base s'appuie sur les hypothèses suivantes : retour à la normal des prix des hydrocarbures, progrès substantiels dans les négociations entre l'Iran et les États-Unis, réouverture du détroit d'Ormuz et cessation des hostilités cet été.

Dans ce scénario, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2026, révisée en baisse de 0,4 point par rapport aux projections de mars : le prix du pétrole a davantage augmenté et l'activité a été moins résiliente qu'anticipé début 2026. La croissance rebondirait ensuite à 0,9 % en 2027, puis à 1,2 % en 2028, soutenue par le redressement de la demande intérieure privée, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Les perspectives d'évolution des prix à la consommation sont revues à la hausse de 0,8 point, dans le sillage du prix du pétrole. L'inflation totale (IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé) atteindrait 2,5 % en 2026, tirée par la hausse des prix de l'énergie et ses effets indirects, notamment sur le transport aérien et sur les prix alimentaires. Elle refluerait ensuite à 1,7 % en 2027 et en 2028, en raison de la détente des prix de l'énergie. L'inflation hors énergie et alimentation serait de 1,6 % en 2026, puis de 2,1 % en 2027, soutenue par la transmission différée des hausses des coûts énergétiques aux prix des biens industriels, ainsi que par la progression des salaires qui se diffuserait aux prix des services. Elle refluerait à +1,8 % en 2028.

Après une amélioration en 2025, le déficit public se creuserait légèrement en 2026 en l'absence de nouvelles mesures. Sous les hypothèses budgétaires retenues, il ne se réduirait que de manière limitée à fin 2028. Le ratio d'endettement public continuerait de croître vers 122 % du PIB fin 2028 et de diverger par rapport à la moyenne de la zone euro.

D'autres scénarios sont considérés par la Banque de France. Dans le scénario le plus défavorable, l'inflation IPCH atteindrait 4,0 % et 3,9 % respectivement en 2026 et 2027, avant une normalisation en 2028 ; le PIB stagnerait en 2026 et 2027, avant un rebond en 2028. Un scénario plus favorable, proche du scénario de base pour 2026, envisage un rebond plus rapide en 2027.

Source : Banque de France, PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – Juin 2026

+0,1

+0,1

6 347 900

Emploi salarié

au T1 2026

+0,1

-3,7

113 936

Nombre
d'intérimaires

au T1 2026

+1,5

+5,5

683 430

DEFM (cat A / données
CVS)

au T2 2026

+1,6

+5,1

1 089 960

DEFM (cat ABC /
données CVS)

au T2 2026

+11,3

+44,4

202 490

Nombre moyen
d'entrées en cat ABC

au T2 2026

+10,3

+35,5

199 430

Nombre moyen de
sorties de cat ABC

au T2 2026

-6,3

-17,0

362 761

Nombre d'offres d'emploi
diffusées par France Travail
et ses Partenaires

au T2 2026

Indisponible

Nombre de DPAE de plus
d'un mois hors intérim

au T1 2026

+3,9

97 758

Nombre d'entrée en
formation

De janvier à juin 2026

+3,2

+10,2

344 159

Nombre de créations
d'entreprises sur un an

au T1 2026

+2,6

+5,4

16 566

Nombre de défaillances
d'entreprises sur un an

au T1 2026

Evolution trimestrielle en %

Evolution annuelle en %

Justine Aubry, Emma Faure

Direction de la Performance, Service statistiques

GLOSSAIRE

LA STATISTIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

DEMANDEURS D'EMPLOI : DÉFINITION ET DIFFÉRENCE AVEC LE CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la DARES et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de 78 heures ou moins dans le mois

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (formation, maladie...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (contrats aidés, créateurs d'entreprise...)

Catégorie F : demandeurs d'emploi orientés en parcours social

Catégorie G : demandeurs d'emploi en attente d'orientation

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

MÉTHODOLOGIE DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES D'EMPLOI

Les Estimations trimestrielles d'emploi sont élaborées sur l'ensemble de l'emploi salarié (privé et public) et sur le champ de la France hors Mayotte. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales des employeurs centralisées par l'Acoss pour l'emploi hors intérim du secteur privé et pour l'emploi des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Le traitement de l'intérim est assuré par la DARES. Les données de la fonction publique de l'État sont obtenues à partir des bulletins de paye des agents de l'État. Les données relatives à l'agriculture proviennent de la Mutualité sociale agricole. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les Estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de comportements de multi-activité.

NOMBRE D'INTÉRIMAIRES EN FIN DE TRIMESTRE

Nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Cette mesure du nombre d'intérimaires se fait sur 5 jours ouvrés en fin de trimestre. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur et par région de l'établissement utilisateur.

L'ENQUÊTE BESOIN DE MAIN D'OEUVRE BMO

Enquête annuelle réalisée depuis 2002 par France Travail en collaboration avec le CREDOC dans l'objectif d'appréhender quantitativement et qualitativement les besoins en main-d'œuvre des employeurs sur l'ensemble du territoire français.

LES PUBLICS PRIORITAIRES DE LA FORMATION

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC) à France Travail définit des publics prioritaires pour lesquels la valeur ajoutée de la formation sur l'accès à l'emploi a été évaluée comme la plus grande. Ces publics prioritaires sont :

- les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les bénéficiaires du RSA
- les publics sans diplôme ou ayant un diplôme inférieur au BAC
- les publics âgés de 55 ans ou plus
- les publics âgés de moins de 26 ans avec un diplôme inférieur à BAC+2

TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI (TAE)

Le TAE est un indicateur utilisé par France Travail qui mesure la part de demandeurs d'emploi en catégorie A ou B ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.



En savoir plus

FRANCE TRAVAIL

[Données chiffrées](#)

[Chômage et demandeurs d'emploi](#)

[Observatoire de l'emploi en Île-de-France](#)

DARES

[Demande d'emploi par région](#)

INSEE

[Tableau de bord de la conjoncture : Île-de-France](#)

URSSAF

[Employeurs](#)

Directrice de la publication
Nadine CRINIER

Directeur de la rédaction
Stephan JOLY

Réalisation
Service des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail Île-de-France
15 rue Henri Rol-Tanguy
93 100 Montreuil



francetravail.org

